

LATITUDE MONDE



NEUVIÈME ÉDITION

AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Libérer le potentiel RSE des Entreprises Africaines

THÈME
AGENDA 2030 ET RSE
LE TEMPS DE LA CONVERGENCE
LOMÉ, 01 & 02 OCTOBRE 2025



RAPPORT DE SYNTHÈSE

INTRODUCTION

C'est à Lomé que s'est tenue les 01 et 02 octobre 2025, la 9^{ème} édition de l'African Business and Social Responsibility Forum avec pour thème: «Agenda 2030 et RSE : le temps de la convergence». L'édition togolaise de ce Forum a exploré les enjeux que représente la convergence des Démarches RSE des acteurs publics et privés pour accélérer l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). En effet, selon la Banque Africaine de Développement, l'Afrique a besoin de plus de 1300 milliards de dollars pour atteindre ses objectifs de développement durable. La Banque Mondiale, quant à elle, estime à 40% le taux de pauvreté en Afrique et indique qu'il ne devrait pas baisser d'ici 10 ans.

Face au choc de la réalité des chiffres, la RSE, levier stratégique qui permet aux entreprises, quelle que soit leur taille, de contribuer au bien-être collectif, doit, plus que jamais, s'aligner aux Objectifs de Développement Durable de nos différents espaces.

Selon Stéphane Moudouté-Bell, Directeur général de LATITUDE MONDE et Commissaire Général du Forum, «le temps est venu d'enrichir la grammaire de la RSE en repensant notre manière de transformer durablement nos écosystèmes. En alignant leur stratégie RSE aux ODD, les entreprises passeront d'un visa temporaire de durabilité à une Carte d'Identité RSE, matérialisation d'un investissement à impact orienté sur la prospérité des communautés, la revitalisation des Territoires et la protection de la Nature».

Pour Luis Soares Cassama, Vice-Président de la BOAD, «les défis



Stéphane Moudouté-Bell, DG du Cabinet Latitude Monde et Commissaire Général du Forum



Luis Soares Cassama, Vice-Président de la BOAD

auxquels nous faisons face : changement climatique, insécurité alimentaire, déficit énergétique, exclusion sociale, sont systémiques. Y répondre dépasse les capacités d'une seule institution, d'un seul État, ou d'un seul secteur. Ils exigent des coalitions fortes, sans précédent. Des coalitions qui mo-

bilisent les États, les collectivités territoriales, les entreprises, la société civile, les institutions régionales, les partenaires techniques et financiers. Des coalitions qui dépassent les frontières et additionnent sans réserve les compétences, les ressources et surtout les volontés».

LES CARTES D'IDENTITÉ DES PANORAMAS

LES THÈMES ET SPEAKERS

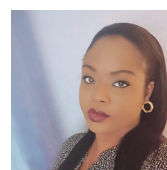
Cinq (5) Panoramas de haut niveau étaient au cœur de la 9^{ème} édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM.

PANORAMA ①

L'AGENDA 2030 AU MICROSCOPE : CONSTRUIRE DES COALITIONS FORTES POUR DE NOUVEAUX HORIZONS



Ferdinand
NGON KEMOUM,
Administrateur
Directeur Général
d'ORAGROUP



Myrtille
ALAPINI,
Responsable RSE,
BOAD

MODÉRATRICE



Nafi THIAM,
Directrice Générale
de STRATÉGIS

SPEAKERS



Abdou
Souleye DIOP,
Managing Partner,
FORVIS MAZARS
au Maroc



Maître Alexis
AQUAREBURU,
Maire d'ANÉHO



Didier
ACOUÉTEY,
PDG du Groupe
AFRICSEARCH



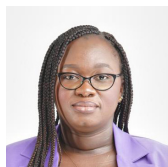
Léandre
YAMÉOGO,
Expert RSE/ESG

PANORAMA ②

ENTREPRISES, CHAMBRES DE COMMERCE ET PATRONATS : CONVERGER POUR ACCÉLÉRER LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



MODÉRATRICE



Titchinmin KONÉ,
Senior Manager
Insights et
Développement
Durable, FORVIS
MAZARS

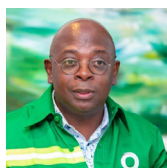
SPEAKERS



José Kwassi
SYMENOUEH,
Président de
la Chambre de
Commerce du
Togo



Thierry AWESSO,
PDG, Nouvelle
Industrie des
Oligéagineux du
Togo (NIOTO)



Jonas DAOU,
PDG du Groupe
ZENER, Président
de l'Association
des Grandes
Entreprises du Togo



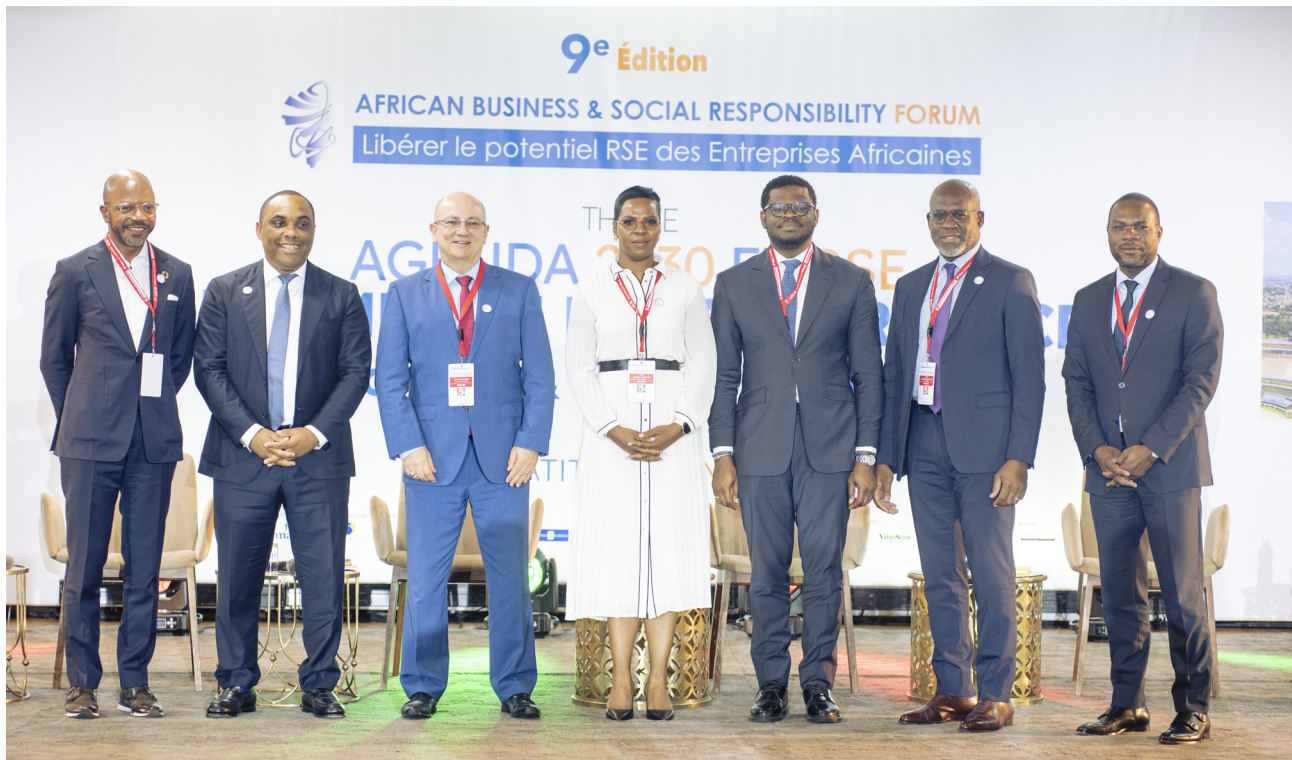
Léandre
YAMÉOGO,
Expert RSE/ESG



Éric WATREMEZ,
Managing Partner,
Ernst & Young au
Gabon

PANORAMA ③

QUELS TYPES DE CADRES JURIDIQUES POUR FAVORISER LES LOCOMOTIVES DE LA DURABILITÉ EN AFRIQUE ?



MODÉRATEUR



Joël-Éric
MISSAINHOUN,
Managing Partner,
AFRICSEARCH

SPEAKERS



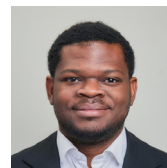
Éric WATREMEZ,
Managing Partner,
Ernst & Young au
Gabon



Joëlle MIEZAN-
EZO-DEY, Experte
ESG, AFRICA
SMART



Edoh SIGNON,
Directeur Général
de CANAL +
GABON



Edouard-Robert
AQUEREBURU,
Associate,
AQUEREBURU &
PARTNERS



Alain Didier
AFANERE
MEVYANN, Juriste
Droit des Affaires,
Expert en Création
d'entreprise

PANORAMA ④

COMMENT EMBARQUER LES PME DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

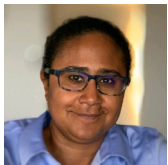


Pascal KOVE,
Directeur Général,
COFINA TOGO



Fabrice NZE
BEKALE,
PDG ACT AFRIQUE

► MODÉRATRICE



Nafi THIAM,
Directrice Générale
de STRATÉGIS

S
P
E
A
K
E
R
S



Haoua
MAMOUDOU,
Managing Partner,
FOCUS VENTURES



Fabrice
COMLAN,
Expert en ESG/RSE



Jean-Marc
SAVI DE TOVE,
Co-founder,
ADIWALE
PARTNERS



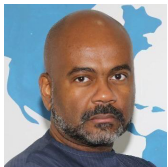
Constant DJEKET,
Directeur Général
NSIA ASSURANCES
TOGO

PANORAMA ⑤

LA PAROLE AUX TRANSFORMACTEURS DURABLES



MODÉRATEUR



Fabrice NZE
BEKALE,
PDG ACT AFRIQUE

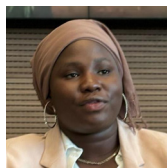
SPEAKERS



Sophia HAJIR,
Directrice Pays,
WTS ENERGY
GABON



Mahama
COULIBALY,
PDG de
MEDIWAYS



Sabou DOUMBIA,
CEO ECOBUILD
MALI



Facia Giraude
ADÉOSSI, 2IE



Yannick Ahlimba
BRUCE – DIOGO,
Directrice
Exécutive,
Fondation Nana
Anè XV

CONVERGER VERS DES COALITIONS À IMPACT

La question de l'alignement de l'Agenda 2030 aux réelles aspirations des populations est un véritable enjeu. En effet, le caractère complexe des ODD (17 Objectifs et 232 indicateurs) ne tient pas toujours compte des réalités africaines. Repenser notre modèle d'atteinte des ODD, en tenant compte des priorités des populations, de la dimension culturelle, sociale, économique, environnementale, et mettre en place de coalitions larges, intégrant des structures publiques, privées, banques de développement, les villes, les territoires, les universitaires, les ONG/Associations, etc., est critique pour répondre aux aspirations des populations et remettre l'Humain au centre de l'Agenda 2030.

L'objectif est de créer un monde de solidarité basé sur un équilibre quantitatif (besoins en infrastructure) et qualitatif (qualité de vie des populations) car la vague de tensions sociales qui a touché des pays du continent est révélatrice du paradoxe qui existe entre la dynamique du développement des infrastructures et la marginalisation des besoins de base des populations (santé, éducation, emploi, agriculture, énergie, etc.). Dans un monde en déconstruction avec plusieurs ruptures d'égalité, il est donc critique de « challenger » le caractère contributif des infrastructures aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des populations.

De plus, les coalitions permettront d'apporter des faisceaux de contributions (financements, formations, sensibilisation à la RSE/ESG ; etc.) qui aideront l'éclosion des PME, acteurs qui créent la richesse en Afrique, en les libérant de certaines contraintes,

et donc favoriser la santé, l'éducation, l'emploi, l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, etc.

Par ailleurs, la mobilisation de ressources par les acteurs financiers (banques) pour l'atteinte des ODD fait face à de nombreux défis : le cadre réglementaire piloté par les régulateurs doit créer un écosystème favorable à la mobilisation de fonds orientés ODD (éducation, santé, etc.) ; une méthodologie non performante pour quantifier et valoriser le capital naturel ; la disponibilité des ressources destinées sur un temps long aux ODD.

La création d'un environnement fiscal incitatif en termes de RSE, la réduction de taux d'intérêt de crédits pour les entreprises qui ont des projets aux marqueurs ODD, les mécanismes digitaux de financement, les PPP inclusifs sont des leviers de contribution à l'Agenda 2030.

COALITIONS PORTÉES PAR LES PATRONATS ET CHAMBRES DE COMMERCE

Structures regroupant des entreprises de différentes tailles, les Patronats et Chambres de Commerce font office de véritables plateformes pour mutualiser les efforts en matière de durabilité et faire baisser la pression sur les entreprises en termes d'attentes liées à la RSE. Cette dynamique inciterait les acteurs privés à se doter de démarches RSE, diffuser les meilleures pratiques en la matière et créer des coalitions autour de projets axés sur l'adéquation formation/emploi, la santé, l'éducation, l'environnement, l'accès à l'énergie, etc. Ces coalitions portées par les Patronats et Chambres de Commerce doivent intégrer la société civile, les universitaires et les bénéficiaires de projets pour un impact plus important.

Les Patronats et Chambres de Commerce pourraient également apporter un soutien financier aux PME afin qu'elles puissent enclencher le mouvement de la RSE et contribuer à l'atteinte des ODD à travers des coalitions.

Par ailleurs, les coalitions portées par les Patronats et Chambres de Commerce doivent se faire de manière sectorielle (commerce, industrie, service) pour être plus efficaces. Ces instances doivent également contribuer à l'évaluation de l'impact des projets qui ont fait l'objet de coalitions en leur sein.

DES CADRES JURIDIQUES POUR FAVORISER L'ÉCLOSION DE LOCOMOTIVES DE LA DURABILITÉ

Les lois RSE en Afrique sont sectorielles et ne s'inscrivent pas dans une logique d'harmonisation sous-régionale, voire régionale. L'harmonisation des textes est clé pour créer des réglementations communes et éviter des disparités en termes d'implémentation de la RSE. La réflexion en cours au sein de l'UEMOA pour la mise en place à venir d'un cadre réglementaire communautaire ESG/RSE est une étape importante et fera office de source d'inspiration.

Le caractère volontaire de la RSE se traduit en général par des actions sociétales et environnementales peu structurantes. La mise en place de cadres juridiques en matière de RSE est une urgence afin de créer des cercles vertueux de valeur partagée. Ces cadres juridiques doivent être inclusifs (tout type d'entreprise, quelle que soit la taille), coercitifs (sanctions et obligations de faire de la RSE) et incitatifs (crédits d'impôts, allègements fiscaux prévus dans les lois de finance) pour booster la RSE auprès des entre-



prises grâce, entre autres, à des budgets spécialement dédiés et non greffés à ceux affectés à la Communication des entreprises. Les cadres juridiques favoriseraient également la possibilité d'intégrer dans le statut des entreprises les dimensions sociales et environnementales pour décliner des Démarches RSE structurantes.

Par ailleurs, les cadres juridiques pourraient faciliter la création de Partenariats Publics Privés RSE (PPP RSE), sectoriels et orientés territoires. Ces PPP RSE intégreront les PME dont les démarches de durabilité seront facilitées par les grandes entreprises.

DE LA NÉCESSITÉ D'EMBARQUER LES PME DANS LA RSE

Un consensus général s'est dégagé sur le rôle clé du secteur privé en Afrique dans la création d'emplois et en tant que principal moteur de croissance, et, les

PME en particulier, apparaissent comme les principaux facilitateurs de développement social et de croissance économique. Elles représentent 90% des entreprises privées africaines, 45% des emplois créés et 33% du PIB du continent. Cette dynamique ne se reflète pas dans l'appropriation de la RSE par les PME et nécessite un véritable choc de sensibilisation pour embarquer ces acteurs clés dans les processus de durabilité.

Les grandes entreprises, les patronats et les chambres de commerce sont invités à accompagner les PME dans la mise en place de démarches RSE à travers des sessions de sensibilisation et de formation. Cela devient critique pour les PME si elles veulent inscrire leur croissance dans un temps long. En effet, la non prise en compte de la RSE dans leur gouvernance peut engendrer de nombreuses conséquences : accès difficiles à certains marchés, incapacité

à attirer des investissements à impact, difficulté à attirer des talents en quête de sens, être moins résilientes face aux chocs exogènes ; baisse des gains de productivité ; incapacité à anticiper et maîtriser les risques, etc.

Les PME sont encouragées à créer des coalitions pour mutualiser leurs savoir-faire, leurs technologies et leurs ressources financières afin d'initier des projets RSE d'envergure, qui seraient difficiles à réaliser individuellement, tels que, la mise en place de programmes de développement communautaire, d'éducation ou de protection de l'environnement.

Par ailleurs, afin de faciliter l'intégration de la RSE par les PME, il faudrait un choc de simplification au niveau des indicateurs des ODD. En effet, la simplification des indicateurs de durabilité permettra aux PME d'enclencher la RSE de manière simplifiée.

■ LA SESSION GRAND TÉMOIGNAGE



La Session Grand Témoignage a été animée par Titchinmin KONÉ, Senior Manager Insights et Développement Durable de Forvis Mazars Côte d'Ivoire, en binôme avec Jocelyn KOUADIO, Directeur Audit de la même structure. Modérée par Haoua MAMOUDOU, Managing Partner de Focus Ventures, cette séance a permis d'avoir des éléments d'appréciation sur le défi que représente l'impact des réglementations européennes sur la durabilité pour les Institutions financières en Afrique de l'Ouest et pour le secteur privé local. Elle a également permis de présenter le spectre des offres d'accompagnement de Forvis Mazars pour les entreprises en matière de durabilité.

■ LES AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY AWARDS

Les AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY AWARDS ont pour vocation de récompenser, chaque année, les entreprises qui ont mené des projets exemplaires et innovants en matière de Développement Durable.



LES LAURÉATS DE LA 9^{ème} ÉDITION



► **LAURÉAT “CORPORATE AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION”**

* **BB LOMÉ (TOGO)**

Ce Prix a été attribué à BB LOMÉ pour la mise en place d'un processus d'aérobic qui réduit l'impact environnemental de ses activités industrielles.



► **LAURÉAT “SME AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION”**

* **ECOBUILD MALI (MALI)**

Ce Prix a été attribué à ECOBUILD MALI pour le Projet Siby qui est une initiative communautaire visant à favoriser la transition agroécologique des femmes rurales à Siby.



► LAURÉAT “SPECIAL JURY AWARD”

* **LA FAÇADE MARITIME DU CHAMP TRIOMPHAL (GABON)**

Ce Prix a été attribué à la Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT) SOLIBRA pour l'intégration de jeunes dans des programmes qui adapte leurs compétences aux réels besoins du marché de l'emploi et facilite leur insertion professionnelle.



► LAURÉAT “AMBASSADOR OF THE YEAR “

* **Abdou Souleye DIOP, Managing Partner de Forvis Mazars au Maroc**

Ce Prix a récompensé l'engagement d'Abdou Souleye DIOP à promouvoir des politiques sectorielles de développement basées sur un équilibre entre les besoins en infrastructure et l'amélioration de la qualité de vie des populations.





■ LA VILLE D'AHÉNO A ACCUEILLI LA 2^{ème} JOURNÉE DU FORUM

Les Panoramas de la deuxième journée du Forum ont eu lieu dans la ville togolaise d'ANÉHO. Délocaliser le Forum dans un territoire a été l'innovation de cette nouvelle édition. Cette délocalisation a permis de cerner « in situ » les réalités de ce territoire et s'inspirer de ses pratiques durables en matière d'agriculture durable, d'emploi des jeunes, d'environnement, d'autonomisation des femmes, etc.



■ COALITION AFRIKADURABLE ■



Les défis économiques, sociaux et environnementaux dont fait face le continent africain imposent aux entreprises de construire des coalitions fortes autour de projets à impact positif, basés sur les spécificités socio-écologiques africaines, et contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Initiée suite à la 9^{ème} édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSABILITY FORUM qui a eu lieu à Lomé, au TOGO, les 01 et 02 octobre 2025, la Coalition AFRIKADURABLE s'inscrit dans ce Mouvement et encourage les Entreprises et Organisations à mutualiser leurs efforts pour développer les Personnes, les Territoires, et à protéger la Nature.

Dans la dynamique de chaque édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSABILITY FORUM, la Coalition AFRIKADURABLE fédèrera des entreprises autour de projets locaux et arrimés aux Objectifs de Développement Durable.

■ LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

DE LA 9^{ème} ÉDITION DE L'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

- ❑ Repenser notre modèle d'atteinte des ODD, en tenant compte des priorités des populations, de la dimension culturelle, sociale, économique, environnementale
- ❑ La convergence entre l'Agenda 2030 et la RSE est une urgence pour les acteurs privés et publics du continent africain
- ❑ Construire des Coalitions autour de projets concrets, aux marqueurs de proximité et basés sur les réels besoins des populations et mesurables
- ❑ Les coalitions doivent être larges et intégrer des structures publiques, privées, banques de développement, les villes, les territoires, les universitaires, les ONG/Associations
- ❑ Les Coalitions doivent responsabiliser et autonomiser les bénéficiaires des projets
- ❑ Intégrer les dimensions culturelles dans les processus de mise en place des coalitions
- ❑ Encourager les synergies de coalitions entre les différents patronats africains
- ❑ Renforcer les PPP RSE sur des projets durables sectoriels et orientés territoires
- ❑ Se doter d'outils permettant d'avoir des statistiques fiables sur l'évolution des ODD dans un contexte africain
- ❑ Renforcer l'utilisation du digital dans l'atteinte des ODD
- ❑ Renforcer la lutte contre la concurrence déloyale des entreprises qui n'intègrent pas la RSE
- ❑ Nécessité d'avoir des Lois coercitives et incitatives sur la RSE
- ❑ Soutien des États pour des réglementations qui favorisent la coopération RSE
- ❑ Mettre en place des cadres juridiques RSE qui tiennent compte des réalités des entreprises
- ❑ Accélérer la sensibilisation et la formation des PME sur la RSE
- ❑ Simplifier les indicateurs ODD pour les PME et Start-up
- ❑ Favoriser l'intégration des critères ESG dès les Start-up
- ❑ Encourager les entreprises à avoir des budgets spécialement dédiés à la RSE et non arimés à la Communication
- ❑ Créer une plateforme en ligne regroupant les activités RSE des entreprises africaines (www.afrikadurable.com)

LISTE DES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS PRÉSENTES

À LA 9^{ème} ÉDITION DE L'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSABILITY FORUM

01. LATITUDE MONDE
02. ACT AFRIQUE
03. ADIWALE PARTNER
04. AFRICA SMART
05. AFRICAN LEASE
06. AFRICSEARCH
07. AQUEREBURU & PARTNERS
08. ASKY
09. BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA)
10. BB LOMÉ
11. BANQUE OUEST AFRICAINE DÉVELOPPEMENT (BOAD)
12. BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES (BRVM)
13. CANAL+
14. CHAMBRE DE COMMERCE DU TOGO
15. COFINA
16. DLC STRATÉGIE ET CONSEIL
17. ECOBUILD MALI
18. EGIS
19. ERNST & YOUNG
20. FAÇADE MARITIME DU CHAMP TRIOMPHAL (FMCT)
21. FOCUS VENTURES
22. FONDATION BGFIBank
23. FONDATION NANA ANÈ XV
24. FONDATION NSIA
25. FORVIS MAZARS
26. INSTITUT INTERNATIONAL D'INGÉNIERIE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT (2IE)
27. MAIRIE D'ANÉHO
28. MEDIAWAYS
29. NOUVELLE INDUSTRIE DES OLÉAGINEUX DU TOGO (NIOTO)
30. NSIA ASSURANCES
31. OKOUME CAPITAL
32. ORAGROUP
33. PAX'IVOIRE
34. REMINAC
35. SOBRAGA
36. STRATEGIS
37. TOTAL ENERGIES CONGO
38. UBIPHARM GABON
39. WTS ENERGY
40. ZENER

LE FORUM EN IMAGES



LE FORUM EN IMAGES



LE FORUM EN IMAGES



LE FORUM EN IMAGES





SPONSOR LEADER



SPONSOR OFFICIEL



SPONSOR ARGENT



SPONSOR OR



SPONSOR BRONZE



SPONSORS



PARTENAIRES STRATÉGIQUES



PARTENAIRES



PARTENAIRES MÉDIAS



Site officiel du Forum
<https://africa-businessforpeople.com>
LinkedIn:

<https://www.linkedin.com/company/african-business-and-social-responsibility-forum-new/>



LATITUDE MONDE



AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Libérer le potentiel RSE des Entreprises Africaines

10^e ÉDITION

LA RSE À L'ÉPREUVE DU CHOC DES RÉALITÉS

 **ABIDJAN**
 **10 & 11 JUIN 2026**



<http://fr.africa-businessforpeople.com>



LATITUDE MONDE

BP :6514, LIBREVILLE-GABON
contact@latitudemonde.com

